Réforme du lycée :

Appel des enseignant.es d'histoire-géographie du bassin de l'Étoile (Marseille) à la subversion des journées de formation pédagogique

À MMme les IA-IPR d'histoire-géographie de l'académie d'Aix-Marseille
Et à MMme les proviseurs des lycées du bassin de l'Étoile (Marseille)
Marseille, le 4 février 2019

Nous, enseignants d'histoire-géographie des lycées du bassin de l'Étoile, réunis ce jour en formation pédagogique, avons refusé de commencer cette formation sans nous être au préalable concertés à propos de la réforme en cours du baccalauréat et de l'organisation des études au lycée, de ses effets dans nos établissements, et des réactions concrètes que nous pouvions lui opposer.
Depuis des mois, nous avons le sentiment de crier dans le désert : le rejet presque unanime (des salles de professeurs aux Conseil supérieur de l'enseignement), les grèves, le mouvement de lycéens au cours du mois de décembre, tout est fait pour alerter l'institution sur la catastrophe que représente cette réforme et rien n'y fait. Mais nous refusons de baisser les bras et de nous résigner.
Nous considérons de manière unanime que les réformes de structure du nouveau baccalauréat et d'organisation d'ensemble des études au lycée sont désastreuses.
– Désastreuses pour les pertes de moyens humains qu'elles représentent dans nos établissements (postes supprimés, départs forcés de collègues, équipes bouleversées).
– Désastreuses pour les pertes d'horaires qu'elles représentent pour les élèves avec qui il va falloir encore faire autant qu'avant avec moins.
– Désastreuse par l'adoption de programmes ineptes et une nouvelle fois beaucoup trop lourds.
– Désastreuses par l'usine à gaz qui se profile des multiples devoirs communs et autres évaluations permanentes censées remplacer un baccalauréat supposé trop « lourd » alors que c'est l'ensemble du cursus que l'on va alourdir de tâches chronophages et inutiles.
– Désastreuses pour l'opacité générale dans laquelle tout se prépare, l'absence totale de lisibilité des parcours (aussi bien au lycée que dans le passage vers le supérieur), et l'incapacité dans laquelle nous nous trouvons de répondre aux innombrables questions et demandes de conseils de nos élèves. Dans nos quartiers populaires, ils sont déjà les premières victimes de cette réforme.
Cette réforme brouillonne et opaque, menée d'en haut à marche forcée sans aucune écoute, ajoute ainsi aux certitudes de conséquences désastreuses les effets délétères d'incertitudes majeures : sans connaitre le programme de terminales, ni la forme des épreuves et des évaluations, comment peut-on imaginer pouvoir travailler de manière conséquente ?
Mais au-delà des effets désastreux des décisions prises et de leur application brutale, nous prenons la mesure que toutes ces réformes convergent pour nous faire changer de métier. C'est à une véritable perte du sens général de notre travail que nous sommes confrontés.
– La conception que l'on se fait de notre métier est aux antipodes de ce que l'on voit de l'orientation forcée de nos élèves vers un utilitarisme généralisé avec des parcours précocement déterminés.
– L'idée que l'on se fait de ce métier est de même aux antipodes des pratiques pédagogiques qui se profilent dans le futur lycée : comment peut-on imaginer une seule seconde qu'il sera possible de mettre en œuvre des projets de long cours, d'emprunter des chemins de traverse, de travailler l'oral, d'essayer d'innover avec l'inévitable part de tâtonnement que cela suppose, avec des programmes aussi lourds, des horaires réduits, des classes chargées, et des contraintes invraisemblables de convergence de progressions pour cause de devoirs communs.
– L'idée que l'on se fait de l'histoire-géographie n'a rien à voir avec ces programmes rétrogrades, intellectuellement incohérents et déconnectés de la recherche universitaire.
Devant des conséquences aussi désastreuses, nous demandons à court terme le report de la mise en œuvre de cette réforme afin qu'une évaluation plus sérieuse de la lourdeur des enjeux puisse

conduire à en corriger les innombrables travers. Et nous réclamons le rétablissement de l’organisation nationale d’un examen final des études secondaires.
Dans l’immédiat, les ensembles des personnels présents ce jour annoncent :
– qu’ils ne participeront pas à l’organisation des bacs blancs prévus dans leurs lycées d’ici la fin de l’année scolaire ;
– de même qu’ils ne participeront pas l’an prochain à l’organisation d’épreuves communes de bassin pour l’évaluation des élèves.
Les enseignants d’histoire-géographie des lycées du bassin de l’Étoile :
– Antonin Artaud
– Denis Diderot
– Simone Weil